



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Coup-d-etat-Quito-le-jour-d-apres>

Equateur

Coup d'état - Quito, le jour d'après

- International - Amérique latine -



Date de mise en ligne : mardi 5 octobre 2010

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

On parle de 30 000 policiers et militaires ayant pris part à cette mutinerie. Ce nombre important va engendrer de nombreux problèmes pour le gouvernement, la justice et la démocratie équatorienne

Après cette journée du 30 septembre 2010 qui a vu la mise en péril non seulement de la vie du président Corréa, de la sécurité de nombreuses personnes à travers le pays, mais aussi du processus démocratique et constitutionnel de l'Équateur, le pays recouvre petit à petit ses esprits..

L'heure est à la cicatrisation des blessures provoquées par ce coup d'Etat manqué. Pour les familles et les proches des cinq victimes de cette journée tragique, il faudra du temps, beaucoup de temps. Pour la population équatorienne, les blessures sont multiples. D'une part, la perte de confiance dans la police sensé la protéger entraîne un sentiment palpable de craintes diffuses : de nombreux commerces sont restés fermés aujourd'hui un peu partout dans les grandes villes du pays. D'autre part, l'image internationale désastreuse produite par ce coup de force irraisonné procure un sentiment de honte dans le coeur de ce peuple fier et risque de nuire au tourisme et à ses rentrées économiques tellement nécessaires pour le peuple équatorien.

Coup de force irraisonné fomenté par une opposition réactionnaire qui n'a pas hésité à utiliser la part de la police la plus crédule pour tenter de déstabiliser le gouvernement en place. En effet, le point initial de cette rébellion policière est un nouveau projet de loi sur les services publics fallacieusement utilisé par les responsables de ce coup pour attiser la haine et la violence de ces gens d'armes, leur faisant croire à la perte de privilèges et donc à une diminution de leur salaire. Or, après sa libération, le président s'est exprimé longuement au balcon du palais présidentiel pour expliquer que ce texte ne comportait aucun mécanisme permettant une quelconque diminution de leur salaire et que donc, la situation chaotique n'était basée que sur des propos erronés, mal compris, manipulés. Une nouvelle journée sanglante sur cette terre pour les petits intérêts égoïstes des vrais responsables.

Le point d'orgue de cette journée de folie chaotique s'est incontestablement produit à Guayaquil, la cité la plus peuplée de l'Équateur. Pillages de commerces, anomie ayant entraîné des comportements proprement délirants de la part d'automobilistes (non-respects des feux de signalisation et généralement des codes de conduites les plus élémentaires), racket par certains policiers, formation de bandes armées ; la démocratie ici comme ailleurs est fragile.

On parle de 30 000 policiers et militaires ayant pris part à cette mutinerie. Ce nombre important va engendrer de nombreux problèmes pour le gouvernement, la justice et la démocratie équatorienne. En effet, comment juger un tel nombre de personnes, comment incarcérer les coupables[1] (sachant que la capacité totale d'incarcération de pays est de 6 000 places) ? Comment un gouvernement peut-il gérer une telle hémorragie au sein de l'exécutif avec un risque minimum pour sa stabilité ? Comment recréer une cohésion nécessaire au sein même des forces de l'ordre militaires et civiles ? Et surtout combien de temps faudra-t-il pour que la confiance revienne chez les citoyens envers ceux qui sont sensé les protéger ?

C'est ensemble de problématiques complexes viendra alourdir un peu plus, dans les mois à venir, la vie politique et citoyenne du pays.

Aujourd'hui, l'Équateur pense ses blessures, retient son souffle et regarde l'avenir avec une pointe d'angoisse, sachant que sa démocratie est fragile et qu'une petite partie foncièrement mauvaise de sa population peut réduire à néant les efforts quotidiens d'un peuple pour son développement pacifique, respectueux de droits humains et de la nature.

1 Nous ne défendons ici nullement ce type de coercition, punition, nous constatons simplement...